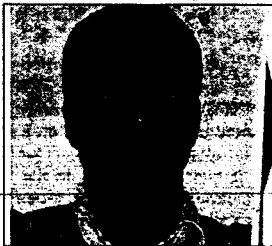


LE PRÉSIDENT DU PARTI " SAWAB " À HORIZONS

" Nous conseillons aux politiques et au peuple mauritanien de saisir cette occasion unique pour assurer le succès du processus démocratique de manière à garantir à notre peuple une vie digne dans un système démocratique sain "

M. Cheikh Ould Sidi Ould Hanena a évoqué, dans un entretien accordé au journal "Horizons", les importants changements intervenus le 3 Août, la décision d'amnistie générale au profit des prisonniers politiques et les comités interministériels chargés de se pencher sur les grandes questions. Voici le texte intégral de cet entretien.



Horizons : Suite aux engagements pris par le Conseil Militaire pour al Justice et la Démocratie, quelle est la position du parti Sawab par rapport au changement du 3 Août ?

Cheikh Ould Sidi Ould Hanena : Les engagements pris par le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, constituent, dans leur ensemble, ce à quoi nous aspirions. Le changement intervenu a permis d'éviter que la situation qui prévalait n'arrive à dégenerer et à conduire vers l'inconnu.

Avant le 3 Août, le risque d'une guerre civile menaçait le pays.

Nombreux parmi ceux qui suivaient la situation dans le pays, qui craignaient pour la Mauritanie le scénario de la Somalie. Les prisons regorgeaient de détenus d'opinion, les patriotes étaient pourchassés à l'intérieur et à l'extérieur. La gabegie avait atteint son sommet.

L'atmosphère politique et sécuritaire n'avait pas de limite. C'est pourquoi le changement opéré avait été très favorablement accueilli par le peuple mauritanien qui étouffait dans une prison et qui avait perdu

est comment instaurer un système constitutionnel qui ne va pas générer un nouveau Maaouya.

Cela suppose, de notre point de vue, un système institutionnel dans lequel les pouvoirs sont séparés et équilibrés de manière ce que ces pouvoirs ne soient pas concentrés entre les mains d'une seule personne, ce qui exige :
Premièrement : la limitation du pouvoir du Président de la République qui doit être le garant et l'arbitre des institutions de la République et qui doit également être au dessus des divergences politiques et sans parti pris. Le Président devra être élu par les deux chambres du parlement.

Deuxièmement : Le chef du gouvernement devra être responsable uniquement devant l'Assemblée Nationale qui devra l'élire au sein du groupe parlementaire ou de l'alliance qui dispose de la majorité. Il est chargé de la gestion des affaires générales dans les différents domaines.

Troisièmement : L'élection du Premier ministre doit être du ressort de l'Assemblée Nationale qui aura également à contrôler l'action du gouvernement lequel disposera de pouvoirs et de prérogatives réels et

communal. Le parti Sawab tient ce que le parlement, l'administration et la justice ne subissent pas les pressions des groupes d'intérêts.

Quatrièmement : Nous proposons que les wilaya soient dotées de conseils élus au suffrage universel direct. Ces conseils qui auront en charge la gestion de leurs affaires sont une garantie indispensable pour l'exercice efficace de la démocratie.

Cinquièmement : Nous réaffirmons notre attachement à la constitution d'une commission électorale indépendante et apprécions hautement à ce titre les garanties qui ont été données par le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, tout comme nous considérons que la neutralité requise pour la conduite de la transition est capitale, même si cette neutralité reste difficile à observer dans notre contexte. C'était là des propositions concernant le processus démocratique.

Pour ce qui est de la justice, il s'agit là d'une question d'une extrême importance parce qu'il est impossible de concevoir l'exercice d'une démocratie sans l'instauration de la justice. Il est regrettable de constater que la justice chez nous a perdu toute crédibilité. Il est urgent et impérieux de reformer et de réhabiliter la justice et ce quel qu'en soit le prix, parce que jusqu'ici toutes les tentatives sur cette voie ont échoué. Le parti considère que la réforme de la justice est la toute première des priorités. Cela nécessite que l'on en vienne à se débarrasser de tous les prévaricateurs, les incompetents et les personnes de mauvaise moralité au niveau

peuple mauritanien qui estourdit dans une prison et qui avait perdu espoir d'en sortir.

Horizons : Quelle est la position du parti Sawab suite à la décision d'amnistie générale ?

Cheikh Ould Sidi Ould Hanena : Le parti Essawab a salué cette décision et continue de s'en réjouir. Il considère qu'il s'agit là effectivement d'un acquis majeur qui a restauré un climat de confiance, insufflé l'espoir et relevé le moral des mauritaniens. Nous appelions cette amnistie de tous nos vœux et la considérons comme un préalable indispensable pour toute véritable réforme. L'amnistie générale et la réconciliation doivent caractériser cette période de transition bénie et préparer un environnement favorable à la participation libre et digne de tous les citoyens au processus démocratique.

Horizons : Quelles sont vos attentes par rapport aux comités interministériels constitués pour se pencher sur les grandes questions, telles que la justice, la bonne gouvernance et l'enracinement de la démocratie ?

Cheikh Ould Sidi Ould Hanena : Nous nous attendons à ce que les trois comités interministériels chargés de ces questions, prennent contact avec nous et qu'elles nous impliquent au cours de l'élaboration des programmes de réformes. Nous avons des opinions et des propositions sur ces différentes questions et qui nous permettent, de notre point de vue, une contribution au processus démocratique engagé. Certaines de ces propositions ont trait à la future constitution qui concerne tous les citoyens et qui revêt une importance particulière parce qu'il s'agit du texte fondamental qui détermine la nature du système. La démocratie véritable est celle qui est fondée sur des bases et des principes à même d'assurer son exercice et sa protection. L'une de nos plus importantes attentes reste l'instauration d'une saine démocratie dans notre pays. Depuis 15 ans, nous vivons sous la coupe d'un pouvoir dictatorial et tous nos malheurs proviennent de l'accapement du pouvoir par une seule personne.

La problématique à laquelle nous faisons face actuellement, plutôt de défi auquel nous sommes confrontés,

gouvernement lequel disposera de pouvoirs et de prérogatives réels et aura un impact politique véritable.

En raison de son rôle législatif extrêmement important, le système d'élection des députés devra être révisé notamment le système du découpage par moughataa en tant que circonscription électorale. Un tel système ne peut générer que ceux qu'on appelle les dignitaires et autres qui n'ont pas les compétences requises pour s'acquitter convenablement des lourdes et importantes tâches qui leur sont confiées en leur qualité de députés.

Pour éviter la situation désastreuse à laquelle nous avaient conduit les systèmes précédents, le parti Sawab propose que l'élection se fasse à la proportionnelle au niveau des listes nationales plutôt qu'au niveau des moughataa.

L'intérêt d'une telle approche sera de rendre inopérantes les visions tribalistes, régionalistes et tous les autres courants sectaires qui perdront du coup leur efficacité.

Le député sera donc une personnalité nationale, intéressé par les questions nationales dans leur ensemble, sans compter qu'un tel système électoral offre davantage de justice et d'équité en matière de représentativité politique parce que chaque parti sera représenté au prorata des voix qu'il aura gagné. Le parti qui aura enregistré par exemple 40% des suffrages aura le même pourcentage en termes de sièges à l'Assemblée Nationale. De même un parti qui aura 10% du suffrage en sa faveur disposera de ce même pourcentage au niveau de l'Assemblée. Ainsi, le parlement exprimera exactement la volonté du peuple.

Avec l'élection de l'Assemblée Nationale, avec aussi l'introduction de la proportionnelle, le Sénat aura sa raison d'être en tant que représentant les circonscriptions au niveau des moughataa.

En un mot, le parti Sawab qui opte pour le modèle socio démocratique, considère que le gouvernement dans son ensemble doit être responsable uniquement devant l'Assemblée Nationale. Ce gouvernement devra œuvrer constamment à bénéficier de la confiance de cette Assemblée. De même, notre parti considère que la proportionnelle est le seul moyen pour assurer justice et équité au cours des différentes élections que ce soit au niveau national, régional ou

des mauvaises moralité au niveau des structures de la justice et à fournir des efforts de moralisation, de réhabilitation, de mise à niveau des autres personnes en charge de la justice et dont les moyens doivent être améliorés afin qu'ils puissent mener correctement leur noble mission.

Pour ce qui est de la bonne gouvernance, il importe de conduire une réforme de l'administration afin que celle-ci soit au service des citoyens. Les walis et préfets étaient des émirs arrogants qui n'excellaient que dans la vente des terrains et l'aptitude à tirer profit des problèmes des citoyens. La réforme de l'administration est d'une extrême importance.

S'agissant de la gestion des biens publics, il convient de maîtriser le système de gestion, d'instaurer des contrôles, de s'assurer que les dépenses publiques sont correctement orientées vers les objets auxquels elles sont destinées notamment en matière de santé, d'éducation, de développement économique et social. Il est temps de mettre terme aux malversations et à la mauvaise gestion administrative et financière.

Horizons : Sommes-nous en passe d'inaugurer une nouvelle ère politique prometteuse et avons-nous les moyens de faire face aux impacts collatéraux du passage à cette nouvelle ère ?

Cheikh Ould Sidi Ould Hanena : Nous sommes déjà dans une nouvelle ère porteuse d'espoirs et qui a été marquée dès son début par un consensus des forces vives, par la libération des détenus, la disparition des craintes, la fin de la terreur. Nous espérons qu'elle nous conduise vers une véritable démocratie. Les engagements du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie nous confortent dans nos espoirs.

Horizons : Quels conseils adressez-vous aux hommes politiques et au peuple mauritanien pour cette période de transition ?

Cheikh Ould Sidi Ould Hanena : Nous conseillons aux hommes politiques et à tous les citoyens de saisir cette occasion particulière pour assurer le succès du processus démocratique de manière à garantir à notre peuple une vie digne dans un système démocratique sain.

Propos recueillis par :
Mohamed Abdallah Ould Hdhana